



## **François ECALLE**

Né le 21 mars 1958

### **FORMATION**

Ecole Centrale des Arts et Manufactures (1980)

Ecole Nationale d'Administration (1984)

### **ACTIVITES PRINCIPALES**

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016 : en situation de disponibilité pour exercer la fonction de président de l'association « finances publiques et économie » (FIPECO).

De février 2008 à décembre 2015 : conseiller référendaire, puis conseiller maître, à la 1<sup>ère</sup> chambre de la Cour des comptes ; rapporteur général du rapport sur la situation et les perspectives des finances publiques et du chapitre relatif aux finances publiques du rapport public annuel ; responsable du secteur recettes fiscales et gestion de la fiscalité (depuis 2013).

D'octobre 1999 à février 2008, conseiller référendaire à la 7<sup>ème</sup> chambre.

De novembre 1997 à octobre 1999 : sous-directeur des politiques sectorielles à la direction de la prévision du ministère des finances.

De janvier 1994 à novembre 1997 : sous-directeur des finances publiques à la direction de la prévision.

De juin 1990 à janvier 1994 : chef de bureau à la direction de la prévision (bureau des pays non européens, bureau des échanges extérieurs, bureau des études fiscales).

De juin 1988 à juin 1990 : rapporteur en mobilité auprès de la Cour des Comptes (secteur bancaire).

De juin 1984 à juin 1988 : administrateur civil à la direction de la prévision, bureau des services et commerces et de la politique de la concurrence.

### **AUTRES ACTIVITES**

Conseiller scientifique (à temps partiel) de France Stratégie (de juin 2018 à août 2020).

Membre du Haut Conseil des finances publiques (de 2013 à fin 2015).

Membre de l'Autorité de la statistique publique (de 2009 à fin 2015).

Membre du comité consultatif d'orientation du conseil de normalisation des comptes publics (depuis 2013).

Membre du comité d'audit interne des ministères financiers (depuis 2020).

Président du comité de contrôle du fonds de service universel des communications électroniques (2002 à 2007).

Membre du comité de rédaction de la revue française d'économie (de 2003 à 2017).

Membre du conseil d'administration de l'IHEDN (1998-1999).

### **ENSEIGNEMENT**

Maître de conférences à l'école centrale de Paris (1981 à 1984), l'école nationale des ponts et chaussées (1986 à 1989), l'ESSEC (1988 à 1992), l'IEP de Paris (1989 à 1992), l'ENA (1992 à 1996 et 2002 à 2005) ; chargé d'un cours de politique économique à l'université Paris I (magistère d'économie ; depuis 2005).

### **PUBLICATIONS**

« Maîtriser les finances publiques ! Pourquoi, comment ? », Economica, 2005 (préface de Raymond Barre ; prix Edouard Bonnefous de l'académie des sciences morales et politiques).

« L'économie française à l'aube du XXIème siècle », Economica, 2000, sous le pseudonyme de Thomas Guillaume.

« L'économie des services » Que sais-je ? P.U.F. 1989.

## **Principales contributions aux publications de la Cour des comptes**

Rapports sur la situation et les perspectives des finances publiques de 2008 à 2015.

Chapitres sur les finances publiques des rapports publics annuels de 2009 à 2015.

« La masse salariale de l'État », communication à la commission des finances du Sénat, septembre 2015.

« Les prévisions de recettes fiscales de l'État », référé, décembre 2013.

« Les dépenses fiscales : des réductions encore modestes », rapport public annuel 2012.

« Les dépenses fiscales : un enjeu budgétaire majeur », rapport public annuel 2011.

« Les méthodes et les résultats du contrôle fiscal », rapport public annuel 2010.

« Les conditions d'une stabilisation en valeur de la masse salariale de l'État », communication à la commission des finances de l'Assemblée nationale, septembre 2010.

« Le réseau ferroviaire : une réforme inachevée, une stratégie incertaine », rapport public thématique, avril 2008.

« Les aides au développement agricole », rapport public annuel 2008.

« Les aides nationales payées par l'OFIVAL et l'ONILAIT », rapport public annuel 2007.

« Le centre national pour l'aménagement des structures des exploitations agricoles (CNASEA) », communication à la commission des finances du Sénat, octobre 2003.

« Le projet TGV Méditerranée », rapport public annuel 2003.

« La réforme de la politique autoroutière », rapport public annuel 2002.

« La société française du tunnel routier du Fréjus », rapport public annuel 2002.

« Les aéroports de Paris », rapport public annuel 2002.

« Les informations en temps réel sur le trafic routier », rapport public annuel 2001.